

Smic, DPE, dons en ligne, naturalisation... : ce qui change au 1er janvier 2026

Publié le 27/12/2025 à 12:00 - mis à jour le 28/12/2025 à 16:15

Au 1er janvier 2026, plusieurs choses vont changer dans la vie des Français. Revalorisation du Smic, augmentation des envois postaux, nouveau calcul du DPE : on fait le point.

Tous les 1^{er} janvier d'une nouvelle année, les Français doivent s'adapter à de nouvelles règles, concernant l'emploi, la santé ou encore l'environnement. On fait le point sur ce qui va changer pour l'année 2026.

Smic revalorisé

Le montant du Smic va changer, en lien avec l'inflation et l'évolution des salaires. Il sera revalorisé de 1,18 %, pour atteindre un montant mensuel brut de 1.823,03 euros, et net estimé à 1.443,11 euros. Ce qui donne un Smic horaire brut à 12,02 euros, contre 11,88 euros.

Le Smic, ou salaire minimum de croissance, est le salaire horaire en dessous duquel il est interdit de rémunérer un salarié et ce, quelle que soit la forme de sa rémunération, d'après la définition donnée par le gouvernement sur son site.

Sa revalorisation suit une formule légale de calcul qui combine l'inflation (l'évolution des prix à la consommation, pour les 20 % des ménages les plus modestes) et l'évolution des salaires (la moitié du gain de pouvoir d'achat constaté sur les salaires horaires de base des ouvriers et employés).

Calcul du DPE

La méthode de calcul du DPE évolue afin de répondre à « *l'urgence de décarboner les logements pour mettre fin à notre dépendance aux énergies fossiles et de renforcer l'offre locative* », explique le gouvernement. Ainsi, « *le coefficient de conversion de l'électricité (coefficient énergie primaire ou CEP) dans le calcul du DPE, actuellement fixé à 2,3, sera abaissé à 1,9* ». Ce qui signifie que se chauffer à l'électricité, une énergie bas carbone, sera mieux récompensé dans le calcul du DPE. Cela permettra également de mieux accompagner les logements qui continuent d'être chauffés aux énergies fossiles afin qu'ils soient rénovés. Près de 850 000 biens pourraient ainsi sortir du statut « passoire thermique », ce qui boosterait leur valeur en vente ou en location.

Tarifs postaux en hausse

Les prix des courriers et des colis augmentent de nouveau. Ils gonfleront de 7,4 % en moyenne à partir du 1^{er} janvier 2026.

Le prix de la lettre verte de 20 g, soit le tarif le plus bas, passera de 1,39 € à 1,52 €. Les tarifs des Colissimo augmenteront en moyenne de 3,4 %. Par exemple, l'affranchissement d'un paquet pesant maximum 250 g, envoyé en point retrait, coûtera 4,79 euros en 2026, contre 4,55 euros en 2025.

Obligation de déclarer les dons en ligne

À partir du 1^{er} janvier 2026, il ne sera plus possible de déclarer ses dons sur format papier auprès des centres des Finances publiques. Il faudra le faire obligatoirement en ligne, sur son espace perso dans impots.gouv. Ce service existe depuis 2021 et concerne les sommes d'argent importantes, les objets de valeurs et les actions, donnés entre particuliers.

Plafond annuel de la Sécurité sociale réévalué

Le plafond de la Sécurité sociale (Pass) est réévalué chaque année. Il sert de base pour calculer le montant des indemnités journalières pour maladie, accident du travail ou maternité, les pensions d'invalidité, les retraites. Pour les employeurs, il sert notamment à calculer les cotisations sociales sur le salaire, l'assurance vieillesse, le chômage, les régimes complémentaires de retraite...

Le Bulletin officiel de la Sécurité sociale du 21 octobre indique que le Pass augmentera de 2 % par rapport à son niveau de 2025.

Durcissement des règles d'obtention d'un titre de séjour ou d'une naturalisation

À partir du 1^{er} janvier 2026, la France impose des exigences linguistiques plus élevées (B2 pour la nationalité, niveaux A2/B1 pour certains titres de séjour) aux ressortissants étrangers souhaitant obtenir une régularisation de leur situation administrative. La réussite à un examen civique sera désormais nécessaire pour obtenir une carte de séjour pluriannuelle, une carte de résident ou la naturalisation d'une personne étrangère.

Il prendra la forme d'un questionnaire à choix multiples et il faudra au moins 80 % de bonnes réponses pour le réussir. Il sera composé de quarante questions, divisées en plusieurs thèmes : « principes et valeurs de la République », « système institutionnel et politique », « droits et devoirs » ou encore « histoire, géographie et culture ».

"Cette formation, inscrite dans le contrat d'intégration républicaine (CIR), et dispensée par l'OFII, permet de comprendre les principes et les valeurs de la République, de connaître le fonctionnement des institutions, ainsi que les droits et devoirs liés à la vie en France", explique le ministère de l'Intérieur.

Gratification des stagiaires en hausse

Pour les stagiaires aussi, la donne change. La gratification minimale suit le plafond horaire de la Sécu, à 30€ en 2026, soit un taux à 4,50€/heure (15%). Cette hausse s'applique aux stages de plus de deux mois.

Augmentation du pass Navigo

Ce n'est plus une surprise (est-ce que ça l'a été un jour ?), **le pass Navigo va encore augmenter en 2026**. Pour la quatrième année consécutive, le précieux titre de transport, indispensable pour les 2 millions d'usagers quotidiens des transports franciliens, voit son prix grimper. **Île-de-France Mobilités a annoncé une augmentation de 2,3% pour le forfait mensuel** toutes zones, passant de 88,80€ à **90,80€ à partir du 1^{er} janvier 2026**. Cette mesure, conforme à un accord avec l'État passé en 2023, doit encore être validée par le conseil d'administration le 10 décembre, mais elle semble inévitable.

Frais d'agences immobilières

Les frais d'agence immobilière pour location augmentent de 0,87%. En zone tendue comme Paris, le plafond passe à 12,10€/m² (484 € pour 40 m²), plus 121,20€ max pour l'état des lieux.

Travail et social à l'ajustement

Côté social, le **plafond annuel de la Sécu a été voté**, avec de profonds changements par rapport au texte initial. La grande nouveauté réside dans la suspension du calendrier de la réforme des retraites de 2023 jusqu'à janvier 2028. Les générations nées entre 1964 et 1968 gagnent un trimestre de retraite anticipée, tandis que l'âge légal et la durée d'assurance stagnent pour éviter une accélération immédiate. La hausse du reste à charge est évitée, mais l'incertitude demeure pour bon nombre de points sensibles

Hausse des pensions de retraite et du RSA

Les pensions de retraite de base et le RSA (Revenu de solidarité active) augmenteront de 0,9 % le 1er janvier 2026. Cette hausse de 0,9 % concerne toutes les pensions de retraite de base, qui sont versées entre autres par la Carsat (Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail), la Cnav (Caisse nationale d'assurance vieillesse) et la MSA (Mutualité sociale agricole), en fonction de votre situation.

Concernant le RSA le montant passera à 652,34 euros pour une personne seule, 978,51 euros pour un couple sans enfant et à 1 369,92 euros pour un couple avec deux enfants. Pour rappel, le Code de la Sécurité sociale prévoit une indexation des pensions de retraite de base sur l'inflation constatée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee).

Baisse du prix du gaz mais augmentation de la facture

Le prix du kilowattheure (prix repère de vente) du gaz naturel pour les particuliers va baisser légèrement en janvier 2026 par rapport à décembre 2025, en raison de l'évolution du marché et de la méthodologie de calcul. En revanche, le montant de l'abonnement annuel va augmenter. "Son coût annuel va passer 134,14 à 147,24 euros pour un usage cuisson/eau chaude. Et de 330,80 à 343,90 euros pour un usage chauffage. Soit une hausse de 13,10 euros dans les deux cas, précisent nos confrères de [Ladépêche.fr](#). Une hausse qui s'explique par le fait que la CRE a modifié sa méthode de calcul."

Augmentation du prix du tabac et retrait de certaines références

A partir du 1er janvier, les paquets de marques parmi les plus consommées en France augmenteront de 10 centimes à plus d'un euro en fonction des références. Par exemple, les paquets de Marlboro, Camel ou Lucky Strike, atteindront ou dépasseront les 13 euros. Parallèlement, environ 150 références seront retirées de la vente ([consulter le document complet des Douanes](#)).

Contrôle technique renforcé sur les véhicules

Le contrôle technique se renforce pour traquer les défaillances critiques, comme les airbags. Dès janvier, une contre-visite obligatoire s'impose pour les véhicules sous rappel grave, sous peine d'interdiction de circulation. Cette mesure, issue d'un décret du 8 décembre 2025, cible les risques sécuritaires majeurs et s'inscrit dans la lutte contre les accidents routiers.

Pour rappel : Les propriétaires de voitures concernées par les défauts d'airbag Takata verront, à partir du 1er janvier 2026, leur contrôle technique automatiquement refusé. Leur voiture devra impérativement être réparée avant de pouvoir à nouveau rouler. Cette mesure concerne plus d'un million de véhicules en France.

Création d'un nouveau congé de naissance

Une des nouveautés sociales majeures de janvier 2026 est l'entrée en vigueur du congé de naissance indemnisé, d'une durée d'un ou deux mois au choix du salarié. Il est mieux rémunéré que l'ancien congé parental : 70 % du salaire net pour le premier mois, 60 % pour le second. Il s'ajoute aux congés maternité et paternité.

Le syndicat CFDT alerte néanmoins sur un point : cette mesure ne pourrait pas être officiellement mise en place au 1er janvier. "*Les systèmes d'information, les modalités de versement des indemnités, l'organisation des employeurs publics et privés : tout n'est pas prêt*", [alerte le syndicat dans un communiqué](#).

Des contrats écrits entre les influenceurs et les marques

L'État veut lutter contre "les pratiques commerciales trompeuses" concernant les influenceurs qui seront désormais soumis à la loi influenceur 2. A partir du 1er janvier 2026, un contrat liant un annonceur à un influenceur doit obligatoirement être écrit dès lors que la valeur de la campagne promotionnelle dépasse 1 000 €.

Ce seuil de 1 000 € correspond à la somme des rémunérations versées et de la valeur des avantages en nature accordés à l'influenceur par l'annonceur au cours d'une même année. De plus, des clauses doivent apparaître dans ledit contrat.

Des nouvelles plaques d'immatriculation sur les routes, une première en Europe !

La France vient d'adopter l'arrivée de nouvelles plaques d'immatriculation. Elles seront roses et auront un but bien précis.

Un arrêté publié le 2 décembre vient **d'officialiser** l'arrivée de nouvelles plaques d'immatriculation dès le **1er janvier 2026**. Si vous voyez du rose sur les routes de France, pas de panique, **c'est normal** ! Voici pourquoi.

A quoi correspond une plaque d'immatriculation rose ?

Lorsque vous achetez un véhicule en occasion, il est possible que la voiture vienne **d'un autre pays**. Pour cela, afin de **rouler** en toute légalité sur le territoire, il faut demander une plaque d'immatriculation **provisoire** en WW.

En France, chaque année, cette plaque est équipée sur plus de **400 000 véhicules**. Elle permet d'attendre afin d'avoir **une carte grise** aux normes et valide dans l'hexagone. Cette plaque a une durée limitée **puisque** en règle générale, elle ne dépasse pas **les quatre mois**.

Si nous évoquons **ces plaques** jusqu'ici anodines, c'est parce qu'il va y avoir du changement et **très rapidement**. En cause, un arrêté qui date du **21 novembre 2025** et qui a été publié le 2 décembre. Dans ce dernier, le gouvernement annonce qu'à partir du **1er janvier 2026**, les voitures ayant une plaque **temporaire** seront facilement repérables au **premier coup d'œil**. Comment ? Elles auront tout simplement un fond rose. La France devient ainsi le premier pays à instaurer **une telle règle** en Europe.

Quels sont les autres changements à prévoir ? Au-delà de la couleur rose, d'autres changements vont arriver avec ces plaques d'immatriculation. En effet, il sera possible de lire la date de **la fin de validité** de l'immatriculation. Elle sera disponible à **l'extrême droite** de la plaque.

Tout cela a pour but de **faciliter** les contrôles et vérifier si l'automobiliste est bien **en règle**. En effet l'absence d'indicateur visuel rendait **les choses difficiles** pour les agents de contrôle. Cette nouvelle mesure va aussi être utile pour **les plaques W garage**.

Retraites agricoles – Les 25 meilleures années deviennent la règle pour tous.

Longtemps réclamée par la profession et soutenue par la MSA, la réforme des « 25 meilleures années » entre en vigueur en métropole le 1^{er} janvier 2026. Elle aligne le calcul des retraites agricoles sur celui des salariés et promet une prise en compte plus équitable de carrières souvent irrégulières.

= : = : = : = : = : =

Chers Séniors,

Nous vous adressons à toutes et tous, au nom des retraités qui accompagnent les diffusions de ces informations de la Confédération Française des Retraités, nos vœux les plus chaleureux pour cette nouvelle année. Que 2026 soit remplie de joie, de santé et de moments précieux partagés pour vous et vos proches.

Vous souhaitant une année pleine de bonheur et de sérénité, bien amicalement.

Jean-Claude LE GUILLOU